

Réflexion sur la crise.

Il est toujours plus facile d'expliquer une crise après coup. De bien nombreux pompiers, après avoir été des pyromanes, proposent leurs solutions. Encore faut-il ne pas confondre les causes avec les facteurs déclenchants. La crise des subprimes est l'un de ces facteurs, mais les origines de cette crise mondiale sont à rechercher dans les politiques menées par Reagan aux USA, Thatcher en Angleterre et poursuivies ensuite par un Balladur admirateur de ce modèle néolibéral. La suppression des protections tarifaires, la dépossession des Etats de leur pouvoir de régulation économique, le culte du franc fort puis de l'euro fort ont permis le décrochage de 10 points de la part des salaires par rapport à celle du capital. Le traité de Maastricht a permis, accompagné et amplifié le mouvement : liberté des capitaux, concurrence libre et non faussée, indépendance de la Banque centrale, déréglementations et délocalisations généralisées...

La faillite du libéralisme impose une autre politique. On ne peut pas attendre d'un gouvernement libéral qu'il redresse un système dont il est promoteur depuis une trentaine d'années. Les cartes du redressement sont entre les mains de la gauche. Pour autant la gauche est-elle vierge de tout reproche ? L'approbation de Maastricht, du TCE et du traité de Lisbonne a soumis l'Europe à ce désordre mondial... Cependant la gauche a un très bel espace à occuper et une tâche historique à remplir, car ce n'est pas l'agitation actuelle du chef de l'Etat qui apportera une solution durable. La puissance publique doit avoir la capacité de proposer des solutions nationales sur le long terme pour résoudre cette crise. Nous voyons bien que la Commission et la Banque centrale sont actuellement aux abonnés absents, comme d'ailleurs le FMI et la Banque mondiale. L'Union européenne n'a rien fait d'autre que laisser les Etats-nations prendre chacun leurs propres responsabilités. Est-ce pour autant qu'il faut l'ignorer ?

Les nations de l'Union européenne doivent exiger :

Un gouvernement économique de la zone euro, la réforme des statuts de la BCE, une politique européenne de l'emploi avec protection contre les délocalisations et les concurrences insupportables, une politique de réindustrialisation, une politique de l'énergie, avec comme condition nécessaire l'affirmation d'une volonté politique répondant aux intérêts communs de l'Europe. Une Europe à géométrie variable est actuellement en train d'émerger : réunion du G4 européen, de l'Eurogroupe à 15, puis des 27. L'ampleur de la crise mondiale demande une réponse mondiale. Un nouvel accord monétaire et financier est urgent ; il ne sera efficace que si les déséquilibres mondiaux sont corrigés, en particulier l'endettement et le déficit commercial américains.

Dans cette grande crise, ce n'est pas seulement Sarkozy, mais la France entière qui doit se faire entendre. Quant à la gauche, elle doit réagir, et pour cela elle doit se réapproprier la réalité des nations et de leurs intérêts.

Gérard PIERRE

Secrétaire national du Mouvement Républicain du Citoyen
Premier secrétaire du MRC21